

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Juillet-Août 1966 - 4^{ème} Année - N° 34

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

A l'Est rien de nouveau

Le nouveau voyage triomphal de de Gaulle a éclipsé un fait d'actualité récent chargé pourtant d'une signification plus lourde : la déclaration faite aux Etats-Unis le 17 juin (anniversaire du soulèvement de Berlin-est), à l'occasion du « Jour de l'Unité », par Rainer Barzel, président adjoint du Parti Chrétien-Démocrate de l'Allemagne de l'Ouest. Dans cette déclaration qualifiée par la presse de retentissante, Barzel envisage la possibilité de réunifier « les deux Allemagnes », c'est-à-dire de reconstituer un seul Etat, sans exclure la présence de l'armée russe dans l'est de l'Allemagne. L'U.R.S.S. recevait en échange certaines garanties dont « la liberté d'organisation pour le parti communiste, interdit en Allemagne de l'Ouest » (il faut bien sacrifier à « l'idéologie ») et, compensation beaucoup plus tangible, « la réalisation d'un vaste programme d'investissements allemands en U.R.S.S. » (nous sommes ici dans le domaine des choses sérieuses, c'est-à-dire de l'économie).

Quelle est la raison de ce changement dans le programme de ceux que Moscou nomme obstinément les « revanchards allemands » ? Quelles perspectives ouvre-t-il vers la solution du lancinant « problème allemand », de l'épineuse question de la « sécurité européenne » et enfin du casse-tête de la « paix mondiale » ?

Pour les marxistes, la nation moderne c'est d'abord un marché, quelle que soit la couverture « idéologique » qui accompagne sa formation. C'est derrière le Zollverein qui s'est formée l'Allemagne moderne et c'est après son achèvement, après 1871, que la nation allemande a pu intervenir en force sur le marché mondial. Grâce au formidable arsenal de la Ruhr, la bourgeoisie allemande entreprit de disputer à l'Angleterre et à la France le rôle de despote du marché mondial. C'est à cause du dynamisme remarquable de l'impérialisme allemand qu'on put accuser le pangermanisme du Kaiser d'être responsable de la première guerre mondiale, alors que la raison véritable en fut l'inégalité de développement d'impérialismes farouchement rivaux. La défaite de l'Allemagne, en 1918, ne pouvait résoudre un problème que seule la révolution prolétarienne aurait pu trancher définitivement. Celle-ci, battue à Berlin en 1919, étouffée à Moscou en 1926, le problème n'en fut qu'aggravé. Privés, à Versailles, de possibilités maritimes et coloniales, les magnats de la Ruhr devaient s'occuper avec un ardeur redoublée du seul marché qui fut à leur portée immédiate, celui des pays agricoles peu industrialisés de l'Europe Centrale et Orientale. Et c'est ce qui permit encore une fois aux démocrates franco-anglais, dont les positions dans cette région étaient menacées par les théories impérialistes du Lebensraum et de la Mittropa, de faire porter, au nom du nazisme hitlérien cette fois, mais toujours à l'Allemagne, la responsabilité du second carnage mondial.

Bien entendu la grande croisade antifasciste à laquelle s'était rallié le pouvoir soviétique totalement dégénéré, ne pouvait pas résoudre le problème posé par le potentiel productif de la Ruhr. A Yalta et Potsdam, non seulement l'Allemagne perdit les territoires ruraux qu'elle avait conquis, mais aussi sa partie orientale, qui passaient sous la domination russe. En mé-

me temps, les compères « démocrates » et « communistes » s'entendaient pour l'occuper complètement afin de prévenir toute possibilité de sursaut de ce prolétariat allemand qui avait tant inquiété, à Berlin, en 1919.

Sur son asservissement total, le capital allemand passa à la « reconstruction » qui fut particulièrement rapide et brillante : ce fut « le miracle allemand ». Bien tôt il fallut passer sur une aire d'expansion plus vaste ; et ce fut l'Europe, la petite, celle des Six (C.E.C.A. en 1951 ; C.E.E. en 1958). Aujourd'hui, après la signature des accords sur l'Europe agricole, avec la certitude de la réalisation proche d'un marché de 200 millions de consommateurs et donc d'une augmentation assurée de la production des entreprises, c'est-à-dire de leur possibilité de croissance, il faut songer à la nouvelle étape de l'expansion rendue inéluctable par l'accumulation du capital. Et c'est une nouvelle fois vers l'Est que se tourne l'impérialisme allemand.

Si la bourgeoisie allemande, s'exprimant par la bouche de M. Barzel, passe du mot d'ordre de « réunification en commun et dans la liberté » (au moyen d'élections libres), inacceptable par les russes, à de nouvelles propositions en apparence plus raisonnables, c'est d'une part parce que ce mot d'ordre de principe, qui correspondait à une perspective lointaine, ne convient plus, aujourd'hui que la réunification, c'est-à-dire la récupération du marché de l'Allemagne de l'Est et, au delà, des pays de l'Europe centrale et orientale, devient une nécessité réelle, im-

périeuse et proche, si l'on veut éviter la crise.

C'est d'autre part que le dynamisme de l'économie russe, entravé par le fardeau de la course aux armements qui lui est imposée par l'impérialisme américain, et par le boulet de sa crise agricole permanente, ne peut parvenir à soutenir, comme pourrait le faire l'impérialisme européen à dominante allemande, l'économie en expansion des pays de « démocratie populaire ».

L'inégalité de développement vient telle que l'U. R. S. S. fait appel au capital européen pour l'achat d'usines entières, dans l'industrie chimique ou automobile par exemple, ou pour la construction d'infrastructures diverses. Elle entend évidemment impulser son propre développement très en retard sur le miraculeux « modèle » occidental dans le domaine du « standing » individuel, mais il n'est pas moins certain qu'elle compte aussi servir d'intermédiaire entre ce capital européen et les démocraties populaires, à la recherche, elles aussi, d'une élévation de leur standing.

L'impérialisme allemand, lui, se sent assez fort pour assurer le développement de l'Europe de l'Est et n'a évidemment aucun besoin de l'intermédiaire russe. Mieux, il se paye le luxe de proposer à son concurrent direct « un vaste programme d'investissements allemands ».

C'est sa présence militaire obtenue à la suite du sanglant sacrifice de millions de prolétaires rus-

(Suite en page 4)

1918-1920

L'impérialisme mondial, suscitant directement la révolte des troupes blanches, finançant, fournissant armes et matériel, débarquant ses propres troupes, tente d'étrangler la jeune république des Soviets. Pendant trente mois, une guerre civile terrible, sans merci, dresse l'une contre l'autre les forces du capitalisme et du communisme. L'héroïque armée rouge, organisée et commandée par Trotsky, triomphera finalement sur tous les fronts, au prix de souffrances et de privations inouïes. La dictature du prolétariat était momentanément sauvée.

Le gouvernement de la III^e République impérialiste française fut parmi les plus féroces partisans de l'écrasement militaire des Rouges, au point qu'aveuglés par leur haine de classe, les Clemenceau et les Foch sous-estimèrent beaucoup la solidité réelle du pouvoir révolutionnaire.

Alors capitaine, de Gaulle participe directement, aux côtés de Weygand, en Pologne, à cette lutte à mort de la bourgeoisie internationale contre la révolution russe qui proclame hautement n'être que la première étape de la révolution prolétarienne mondiale.

1966

« Sauveur de la patrie », comme l'était hier Clemenceau, président de la V^e République impérialiste française, de Gaulle est reçu triomphalement à Moscou et s'entretient « franchement », « cordialement », dans une ambiance de « compréhension réciproque » et d'« amitié » avec les dirigeants russes.

Qui a changé depuis les lointaines années de la guerre civile ? de Gaulle ? Aujourd'hui, comme hier, sous l'uniforme de capitaine ou sous celui de général, il sert avec la même habileté les intérêts de sa classe !

C'est la Russie qui a changé ! Quand de Gaulle, Brejnev et Kossyguine lèvent leur verre à la fin d'un somptueux banquet pour célébrer l'amitié de la Russie et de la France impérialiste, ils rendent en fait un commun et muet hommage à la contre-révolution sanglante qui a abattu le pouvoir prolétarien en Russie, déporté, fusillé, anéanti les meilleurs militants bolcheviks, assassiné le chef de l'Armée Rouge.

L'amitié du Kremlin et de l'Elysée est bâtie sur les cadavres et le sang du prolétariat révolutionnaire mondial, sur la victoire de la contre-révolution stalinienne qui a fait de l'ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques le frère d'armes des plus puissants pays impérialistes dans le second conflit mondial.

L'illusionnisme révolutionnaire de la gauche de l'U. E. C. F. et de la J. C. R.

Une opposition gauchisante est née au sein de la J.C.F. et surtout de l'U.E.C.F. à propos de la guerre d'Algérie et de la lutte antifasciste du moment. L'indifférence de l'U.R.S.S. et du P.C.F. à la guerre du Vietnam, ainsi que l'appui de ce dernier à la candidature de Miterrand, aggrava l'agitation du secteur Sorbonne-Lettres de l'U.E.C.F. ; elle aboutit à l'exclusion de certains de ses membres. En avril 1966, ils se regroupèrent dans une nouvelle organisation politique de jeunesse à prétentions révolutionnaires, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Elle parle « d'éclatement du monolithisme stalinien qui ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives » (1). Quelles sont-elles ? Quels sont le programme et la pratique de la J.C.R. ? Il semblerait, au volume de ses publications, au nombre de ses Congrès, où l'on crie à la crise du P.C.F., à la nécessité de la reconstruction d'un Parti révolutionnaire, qu'elle tend, à en croire ses propres analyses, à se différencier radicalement de ce parti bureaucraté et sclérosé, à direction discréditée pris entre la tendance traditionnelle qui tient à son lien avec Mos-

cou et celle togliattiste, qui réclame plus d'autonomie nationale, chacune plus ou moins consciente de la crise de l'appareil du parti, et aussi désireuse de sauver « la direction actuelle ». Nullement ! Ou sa différence d'avec la majorité du P.C.F. est si subtile qu'elle est invisible, pour de véritables marxistes révolutionnaires. Mais plus, sa subtilité est véritablement stalinienne : elle consiste à employer un verbiage d'étudiants staliniens à prétentions révolutionnaires, et à avoir une pratique si rouée, à la manière stalinienne, qu'elle ne doit pas défendre un « programme révolutionnaire à 100 pour cent » ; — « absolument pas » ! —, parce que les ouvriers « militants » ne le comprendraient pas, et qu'elle a « des revendications transitoires à mettre en avant, de façon à être compris ».

Cette minorité « révolutionnaire », organisée indépendamment en J.C.R., reliée à une gauche au sein du P.C.F. qu'elle doit aider à se constituer en « fraction », est « le parti d'avant-garde, ou ceux du moins qui doivent le créer » : son programme « révolutionnaire » est de ne pas en avoir et, corrélativement, sa pratique révolutionnaire est de ne pas exister, puisque les conditions d'existence d'un parti, d'un programme, d'une pratique révolutionnaires font défaut ; mais, comble d'ironie, cette absence totale d'esprit révolutionnaire,

ou plutôt le « programme » démocratique-réformiste et la pratique petite-bourgeoise et opportuniste, apanage du P.C.F., déjantés d'une manière différente de celle du P.C.F. parce que par des jeunes qui veulent agir, doit arriver à former une avant-garde révolutionnaire au sein du prolétariat qui lui permette d'accomplir sa révolution. N'est-ce pas un canular étudiantin ? Ouvriers, avez-vous du temps de reste pour comprendre et trouver plaisants les jeux pseudo-théoriques de ces jeunes qui, eux, semblent avoir beaucoup de temps pour bavarder et s'amuser ? Mais il est quand même nécessaire de rappeler quelques principes sagement révolutionnaires devant cette décomposition effective du stalinisme et du P.C.F., si puissante que ses fumées d'idées embrument le cerveau de ses jeunes militants, pour mettre en garde d'autres jeunes plus sérieusement révoltés.

**

La J.C.R. découvre une crise internationale du stalinisme. Aussi établit-elle une différence entre un courant du P.C.F. qui doit le conduire à fusionner avec le parti socialiste, parce qu'il préconise un parti communiste purement national, et un courant qui tente de « sauvegarder le soutien russe, qui est considéré par beaucoup comme une sorte de cordon ombilical re-

liant empiriquement le P.C.F. à la Révolution d'Octobre ». Bien que la J.C.R. trouve que l'appui sur Moscou ne « donne plus, aux yeux de la classe ouvrière française le même prestige qu'autrefois », parce que la « bureaucratie soviétique » semble ébranlée, elle préfère ce courant internationaliste car il lui paraît conserver un fil avec la révolution de 1917. Elle ne remet pas en question ni le stalinisme, ni le passé du P.C.F. et ne voit donc point son rôle de conservation sociale auprès du prolétariat. Elle sent simplement, sans être capable de l'expliquer, que quelque chose se passe dans le mouvement communiste officiel qui retentit particulièrement dans le P.C.F. dont l'action n'est plus capable de faire aboutir les « luttes politiques », ni les grèves. Mais comment se fait-il que tout d'un coup ni l'U.R.S.S., ni le P.C.F. ne répondent plus aux espoirs des luttes du prolétariat ? C'est un mystère que la J.C.R. ne peut élucider à cause de son atavisme. Aussi parle-t-elle de crise. Mais ce n'en est pas une ; ce n'est que la fin de l'involution inéluctable, de la faillite de la III^e Internationale qui fourvoja le prolétariat dans la collaboration de classe à l'aide de ses pires ennemis, les sociaux-démocrates. Il existe une histoire de la vraie lutte communiste du prolétariat et du sens réel

(Suite en page 4)

(1) (« La Méthode », numéros 68-69-70. Toutes les autres citations sont tirées de ces numéros).

Le faux "retour à Lénine" des économistes russes modernes

Le nouveau statut des entreprises d'Etat russes (que nous avons longuement analysé dans un article du n° 35 de notre revue **Programme Communiste**) formule en termes juridiques la conclusion de longues discussions théoriques entre économistes russes et exprime du même coup d'une manière complète la phase de stabilisation du capitalisme en Russie. Notre analyse critique de ce statut a voulu prouver que les formes juridiques et de propriété à l'intérieur desquelles se meut l'économie russe depuis la victoire de la contre-révolution stalinienne correspondent parfaitement aux principes du capitalisme tel qu'il existe en Occident.

Tenant de légitimer historiquement le capitalisme russe, les économistes soviétiques ont recouru

MARCHE HISTORIQUE A RECULONS

Les économistes se réfèrent entre autres au schéma dialectique tracé par Lénine pour affronter la réforme économique au lendemain de la victoire de la révolution et de la guerre civile. On peut résumer ainsi ce schéma : du libre commerce au socialisme. La falsification qu'on en fait aujourd'hui devient évidente si l'on considère la direction des forces productives dans la Russie de 1921 où dominait la petite production, à la campagne comme à la ville.

Pour Lénine il s'agissait donc, à partir du libre commerce (tolérance provisoire à l'égard de l'élément petit-bourgeois), d'aller au capitalisme d'Etat considéré comme un degré supérieur dans l'échelle du développement économique et, l'Etat étant celui de la dictature du prolétariat, comme le degré précédant immédiatement celui du socialisme économique. Point d'aboutissement de la lutte révolutionnaire, le capitalisme d'Etat devait permettre de libérer les forces productives des formes capitalistes dépassées. La falsification apparaît nettement : du libre commerce au capitalisme d'Etat, c'est tout autre chose que : du capitalisme d'Etat au libre commerce.

Voilà comment les économistes, c'est-à-dire les apologistes du capitalisme, interprètent les enseignements de Lénine et du parti révolutionnaire ! Ils considèrent le retour à l'autonomie des entreprises et à la libre action des lois économiques comme un pas en avant dans l'évolution de l'économie vers le "communisme".

Il faut noter qu'en matière d'utilisation de formes économiques typiques du mode de production capitaliste, Lénine était beaucoup plus "audacieux" qu'on le pense habituellement ou que l'historiographie officielle le laisse croire.

En fait, l'absence de victoires révolutionnaires du prolétariat occidental, allemand surtout, commandant impérieusement de reculer du "communisme de guerre" au "libre commerce", Lénine admet sans crainte, comme sans la moindre mystification démagogique, l'urgence nécessaire de faire progresser les forces productives par tous les moyens disponibles et dans les formes appropriées à leur degré de développement. Il considère quatre formes de développement économique qui coexistent à ce moment-là : les concessions aux capitalistes russes et étrangers, le "capitalisme coopératif", le commerce capitaliste comme intermédiaire entre la production d'Etat et la consommation individuelle, le bail.

Dans ces formes manifestement capitalistes, qui n'ont rien à voir avec le socialisme, Lénine ne perd toutefois jamais de vue l'élément progressif, susceptible d'accélérer l'évolution vers la forme optimale du capitalisme d'Etat, tout en étant toujours animé par la vive,

LA FONCTION REVOLUTIONNAIRE DU PARTI DANS L'ECONOMIE

Il est clair que le puissant travail théorique et pratique du parti bolchevique dans le domaine de l'économie ne constitue par un enseignement limité à la seule Russie, bien qu'il se fonde sur les conditions matérielles qui lui étaient propres. Il intéresse en effet la lutte du prolétariat révolutionnaire mondial, dans la mesure où il apporte à notre théorie générale de la révolution non pas des "enri-

parfois à des textes de Lénine et du parti bolchevique. Nous devons donc retourner à ces textes classiques qui, contrairement aux prétentions des apologistes de la contre-révolution, contiennent une description du très difficile passage du capitalisme au socialisme dans la Russie arriérée et, surtout, un enseignement fondamental sur les réformes économiques dans la période post-révolutionnaire valable pour tous les pays. En fait, l'aspect le plus négatif des fausses théories russes actuelles n'est pas tellement de justifier le capitalisme en Russie au nom du "socialisme", et donc les formes typiques du capitalisme comme formes particulières du socialisme, que de déclarer ces formes valables pour tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique.

urgente et immédiate préoccupation d'assurer un minimum de production pour la survie biologique des prolétaires.

Cet élément progressif et accélérateur est tout à fait la petite production marchande si on la considère par rapport à la production archaïque, celle de la grande entreprise privée par rapport à la petite production marchande, de la grande entreprise d'Etat par rapport à toutes les autres formes. Le sens de la marche est clairement indiqué par Lénine qui parle de faire converger toutes les forces productives "dans le lit du capitalisme d'Etat".

Cela ne signifie pas que la marche vers le socialisme soit ainsi assurée, du seul fait que la production est dirigée ou même directement gérée par l'Etat ; en fait la conquête fondamentale de la révolution d'octobre, le fait que l'Etat est celui de la dictature prolétarienne, que le pouvoir est passé des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers à celles des prolétaires, forme toujours la base du raisonnement de Lénine. C'est toujours ainsi que chaque phase historique est analysée, et non d'une manière abstraite.

Lénine admet carrément que "Nous avons reculé vers le capitalisme d'Etat. Mais reculé avec mesure. Nous reculons aujourd'hui vers la réglementation du commerce par l'Etat. Mais nous reculons avec mesure". Cette affirmation fondamentale de Lénine démontre que le capitalisme d'Etat n'est pas une forme particulière du développement économique socialiste que les formes de l'économie non capitaliste sont tout autres.

Toutes les mesures que le pouvoir prolétarien sera contraint de prendre dans cette phase de retraite, de l'"intérêt matériel" au "profit", de la "stabilité monétaire" à la "liberté commerciale" ou à l'"autonomie des entreprises", sont à considérer comme des instruments de résistance, comme des armes pour affronter une situation historique et économique défavorable en vue de préparer un nouvel assaut révolutionnaire, sur le terrain économique également, dès que les conditions plus favorables le permettront. Lénine, le parti bolchevique, la IIIe Internationale agissaient alors pour qu'une nouvelle crise révolutionnaire, plus large et plus profonde, s'empare tout particulièrement de l'Europe occidentale et crée ainsi les prémisses d'un développement plus rapide et moins douloureux (c'est-à-dire moins capitaliste) de l'économie russe elle-même vers le socialisme.

Aujourd'hui que la retraite s'est transformée en déroute par suite des insuffisances du parti de classe mondial, le retour à une vision socialiste du développement économique ne peut avoir lieu dans des partis qui ont trahi la révolution.

chissements", mais d'exemplaires leçons dont les prochains assauts révolutionnaires devront tenir compte dans la période de transition du capitalisme au socialisme.

En 1921, nous ne nous scandalisons pas du retour au "capitalisme" préconisé par Lénine, ni des mesures typiquement capitalistes prises par le parti et l'Etat pour réorganiser l'économie : la gauche communiste comprit immédiate-

ment la véritable signification dialectique de ces mesures et tourna en ridicule ceux qui s'en scandalisaient, des anarchistes aux social-démocrates qui voulaient y voir une confirmation de leur menchevisme, une preuve que l'histoire condamnerait inexorablement la Russie à un développement économique capitaliste. Ce qui nous scandaliserait bien plutôt, si nous étions sensibles au scandale, c'est l'œuvre de mystification des idéologues russes actuels qui tentent de faire passer pour socialisme le capitalisme le plus affirmé.

Les Russes actuels glorifient l'intérêt matériel et le rendement économique. Laissons parler Lénine : « Le passage des entreprises d'Etat à ce qu'on appelle le principe du rendement économique signifie dans une large mesure le passage des entreprises d'Etat au principe commercial » ; c'est-à-dire à des formes arriérées par rapport à l'objectif du capitalisme d'Etat.

La tâche du parti de classe était donc de soutenir l'Etat prolétarien et l'économie d'Etat contre le "capitalisme privé" et la "petite production" ; de protéger les conditions de vie des prolétaires contre le "zèle" et la "bureaucratisme" des directions des entreprises d'Etat, et contre le "capitalisme privé" ; de diriger les syndicats, en tant qu'organes de défense économique et sociale du prolétariat. « Le parti communiste et le pouvoir soviétique des Soviets, de même que les syndicats, doivent reconnaître ouvertement que la lutte économique existe, et qu'elle est inéluctable... aussi longtemps que n'ont pas été coupées... toutes les racines de la petite production et de la prédominance du marché ».

A NOUVEAU VERS LE SOCIALISME

Il n'est pas nécessaire de démontrer à nouveau ici que l'économie russe actuelle n'est en rien socialiste et qu'à plus forte raison elle n'avance nullement vers le communisme supérieur ; c'est un sujet que nous avons traité plusieurs fois dans ces colonnes, ainsi que dans notre revue **Programme Communiste**.

Il est élémentaire de rappeler que pour entrer dans une nouvelle ère sociale il est indispensable d'abandonner les vieilles formes économiques. Il n'en est pas ainsi en Russie où, qui plus est, on se complait à emprisonner le déve-

veloppement économique dans les formes archaïques du capital alors qu'en fait, dans de nombreux secteurs de l'économie, la grande industrie de transformation en particulier, le passage à des formes d'échange non monétaire est déjà mûr. La première caractéristique de ce passage, et la plus simple, est que, sans que cesse pour autant l'échange entre équivalents et l'action de la loi de la valeur, "le capital-argent disparaît en production socialisée". Il est remplacé par le "bon de travail" non accumulable et qui ne constitue donc pas un certificat de disposition libre et privée de la richesse socia-

l'organe de dire que le premier acte de la majorité victorieuse du Front Populaire fut d'appeler les ouvriers à « respecter l'ordre » ; il cache soigneusement aussi que la vague de grèves sans précédent qui secoua la France en mai de la même année fut déclenchée non pas grâce aux partis de cette majorité, mais malgré eux. D'ailleurs, c'est au mois de juillet suivant que Thorez devait exhorter les ouvriers à « savoir terminer une grève ». Il écrivait, évidemment, aux partis sans actuels d'un énième replâtrage démocratique du capitalisme de faire tous ces aspects et de faire d'une bataille sociale trahie une simple combinaison électorale du même type que celle dont la C.G.T. et le P.C.F. rêvent aujourd'hui

l'organe de dire que le premier acte de la majorité victorieuse du Front Populaire fut d'appeler les ouvriers à « respecter l'ordre » ; il cache soigneusement aussi que la vague de grèves sans précédent qui secoua la France en mai de la même année fut déclenchée non pas grâce aux partis de cette majorité, mais malgré eux. D'ailleurs, c'est au mois de juillet suivant que Thorez devait exhorter les ouvriers à « savoir terminer une grève ». Il écrivait, évidemment, aux partis sans actuels d'un énième replâtrage démocratique du capitalisme de faire tous ces aspects et de faire d'une bataille sociale trahie une simple combinaison électorale du même type que celle dont la C.G.T. et le P.C.F. rêvent aujourd'hui

l'organe de dire que le premier acte de la majorité victorieuse du Front Populaire fut d'appeler les ouvriers à « respecter l'ordre » ; il cache soigneusement aussi que la vague de grèves sans précédent qui secoua la France en mai de la même année fut déclenchée non pas grâce aux partis de cette majorité, mais malgré eux. D'ailleurs, c'est au mois de juillet suivant que Thorez devait exhorter les ouvriers à « savoir terminer une grève ». Il écrivait, évidemment, aux partis sans actuels d'un énième replâtrage démocratique du capitalisme de faire tous ces aspects et de faire d'une bataille sociale trahie une simple combinaison électorale du même type que celle dont la C.G.T. et le P.C.F. rêvent aujourd'hui

le (voir à ce sujet les articles sur le socialisme dans nos deux précédents numéros où nous nous référons à la "Critique du programme de Gotha" de Marx ; voir aussi, par exemple, *Le Capital*, Livre II, tome 2, p. 14). L'échange entre les divers secteurs de la grande industrie pourrait déjà se développer sans recourir à la monnaie, non seulement en ce qui concerne l'échange réciproque de matières et de produits, mais également en ce qui concerne l'échange à l'intérieur des entreprises, entre direction et producteurs, dont les salaires pourraient prendre la forme des "certificats de travail" dont parle Marx. Mais pour obtenir ce résultat immédiat, un plan économique fortement centralisé est nécessaire. Tout le monde sait que la Russie actuelle est au contraire en train de démanteler la planification centralisée ; c'est du reste la seule voie qu'elle puisse suivre ayant renoncé depuis longtemps à l'œuvre de destruction des catégories économiques capitalistes. La planification n'est possible qu'à condition d'abandonner, au fur et à mesure que les conditions matérielles le permettent, les formes typiques du mode de production capitaliste. Nous aurions pu croire à une éventuelle marche de la Russie vers le socialisme si, une fois atteint ce niveau des forces productives dont les Russes se vantent, nous avions pu constater que l'économie perdait ces caractéristiques capitalistes que l'état arriéré du pays lui avait imposé au départ.

Si l'"assaut au ciel" a échoué en Russie, cela ne contredit en rien la théorie révolutionnaire marxiste, mais la confirme dans toute sa puissance. L'aire géopolitique de la prochaine révolution prolétarienne s'est étendue au sud-continent russe, même si cet avantage historique de la révolution a dû être payé par un retard de cinquante ans de la victoire révolutionnaire à l'échelle continentale. La révolution communiste vaincue, la Russie est entrée dans le tourbillon d'enfer du capitalisme. Le prochain "assaut au ciel" la trouvera dans des conditions moins défavorables ; demain, les armées paysannes d'hier se seront transformées en armées d'ouvriers salariés ; la petite production aura été supplantée par la grande production capitaliste ; le prolétariat ne sera plus une infime minorité dispersée et désorganisée, mais une armée disciplinée et concentrée par les lois de fer de l'économie capitaliste.

La contre-révolution a vaincu, mais elle a dû pour cela se creuser une tombe plus large et plus profonde. Le prochain heurt révolutionnaire pourra y précipiter le capitalisme et l'y ensevelir à jamais.

1936-1966 : TRENTE ANS DE COLLABORATION DE CLASSE

D'immenses banderoles sur les façades des Bourses du Travail, un copieux reportage photographique dans la « Vie Ouvrière » : la grande campagne publicitaire et électorale sur le Front Populaire est lancée et la corporation des bureaucrates syndicaux va pouvoir célébrer bruyamment l'acte de naissance de son syndicalisme de « contestation » et de « négociations », de son syndicalisme de collaboration de classe.

Jun 36, c'est en effet la grande réunification syndicale qui réabsorba, dans le sein de la vieille C.G.T. réformiste et vendue au capital, toute la phalange de communistes et de révolutionnaires qui, à la tête de la C.G.T.U., avait tenté de porter le mouvement français sur un terrain de lutte classiste. C'est aussi le grand tournant opportuniste qui avait précédé cette réunification : la réconciliation du P.C.F. avec les socialistes, « gérants loyaux du capitalisme ».

On retrouve dans le reportage de la « Vie Ouvrière » la triste mascarade politique des « Anciens combattants républicains » défilant aux côtés des salariés, des manifestants chantant alternativement « La Marseillaise » et « L'Internationale », du drapeau tricolore de la bourgeoisie affublé d'un lambeau écarlate du drapeau prolétarien, toute l'ambiance de kermesse populaire et de 14 juillet banlieusard qui cachait aux contemporains de cette orgie patriotico-démocratique qu'elle n'était que l'enterrement des derniers res-

res de traditions révolutionnaires. L'« agitation sociale » n'y est évoquée que sous son aspect bouffon d'occupation des usines au son de l'accordéon. Par contre, le *crétinisme parlementaire*, dont la poussée sociale de 1936 fut hélas la victime consentante, y est largement magnifié. La « Vie Ouvrière » fait état de « 203 lois sociales votées en 100 jours » par une Assemblée Nationale que la peur de la révolte ouvrière rendait stakhanoviste.

L'organe de la C.G.T. se garde bien de dire que le premier acte de la majorité victorieuse du Front Populaire fut d'appeler les ouvriers à « respecter l'ordre » ; il cache soigneusement aussi que la vague de grèves sans précédent qui secoua la France en mai de la même année fut déclenchée non pas grâce aux partis de cette majorité, mais malgré eux. D'ailleurs, c'est au mois de juillet suivant que Thorez devait exhorter les ouvriers à « savoir terminer une grève ». Il écrivait, évidemment, aux partis sans actuels d'un énième replâtrage démocratique du capitalisme de faire tous ces aspects et de faire d'une bataille sociale trahie une simple combinaison électorale du même type que celle dont la C.G.T. et le P.C.F. rêvent aujourd'hui

Cependant, le sort que l'histoire a réservé à *mythe* de juin 36 est en fin de compte un juste retour des choses. Il démasque le contexte contre-révolutionnaire dans lequel s'inscrivait ce qui, à son début, fut un véritable mouvement de mécontentement et de révolte ouvrière. « Défense de la démocra-

tie », « sauvetage de la République », ces mots d'ordre que les exploités, il y a trente ans, ont cru n'adopter que comme prétextes momentanés d'une action revendicative de classe, sont passés désormais à la postérité sous leur véritable et unique signification. Là où les masses en effervescence n'ont vu que le moyen de développer leur action, l'opportunisme moderne n'a retenu que le but, et confirme par cette attitude que de tels mots d'ordre ne peuvent avoir d'autre contenu que celui de la conservation des rapports d'exploitation existants. Aussi pouvons-nous dire aux jeunes ouvriers d'aujourd'hui qui manifestent quelque dédain protecteur à l'égard des « illusions Front Populaire de papa » que le mythe de juin 36 n'est nullement « dépassé » puisque c'est en son nom que le communisme et le syndicalisme dégénérés immobilisent la lutte ouvrière tout en préparant au capitalisme une nouvelle et toujours « démocratique » solution de rechange.

Les résultats immédiats de la lutte ouvrière comptent bien plus par leur effet de renforcement et d'unification de toute la classe en vue de la revendication historique du prolétariat qu'en raison de l'importance plus ou moins grande des améliorations provisoires que cette lutte peut apporter à la condition économique des salariés. Pour qu'on puisse parler, à propos de ces améliorations, de victoire ouvrière, il (Suite en page 3).

(Suite de la première page)

du stalinisme qui en est la négation. Mais elle ne peut être le fait qu'une tradition révolutionnaire programmatically et pratiquement pure qui a su se maintenir au travers de la « terre idéologique » et de l'immonde falsification opérée par Moscou. Le Parti Communiste International se réclame d'un tel courant indéfectible parce qu'il est le résultat de la lutte de la gauche communiste italienne à l'intérieur de la III^e Internationale et du Parti Communiste Italien jusqu'à son exclusion en 1926, et ensuite à l'extérieur du monstrueux appareil politique créé par Moscou.

En effet, dès le III^e Congrès de la III^e Internationale, la gauche communiste italienne la mit en garde contre le danger démocratique que comportait l'idée de la conquête de la « majorité » du prolétariat. Au IV^e Congrès la gauche durcit sa position dénonciatrice car cette fois-ci on parlait de « Front Unique » entre Partis socialistes et communistes et de « gouvernement ouvrier ». De plus elle vit avec netteté le danger d'opportunisme que présentait l'usage des pressions organisatives sur les partis ou fractions de parti ayant commis des erreurs politiques, qui était un abus falsificateur des justes principes de centralisation et de discipline. L'acuité de sa prévoyance fut confirmée, quand après que Moscou ait appuyé la droite et le centre, on préconisa la lutte anti-fasciste. C'était l'abandon du Programme révolutionnaire de classe, du but réel du prolétariat, la prise du pouvoir, pour aboutir aux fronts populaires, c'est-à-dire à l'alliance avec une soi-disante bourgeoisie démocratique contre une soi-disante bourgeoisie fasciste. Elle entraîna le

L'illusionnisme révolutionnaire

prolétariat dans le massacre impérialiste, comme s'il avait à sauver dans cette guerre, l'œuvre législative réalisée par la démocratie, en fait devenue moyen de coercition entre les mains de celle-ci.

Lénine comptait sur l'aide du prolétariat allemand après sa révolution pour sauver l'Etat russe de la dégénérescence grâce à une aide économique, seule condition pour accélérer l'accumulation primitive du capital, après laquelle on aurait pu envisager le passage au socialisme. Le sort de la Russie était lié à la révolution mondiale. Staline, en 1926, se découvrit en déclarant qu'il s'agissait de « construire le socialisme » en Russie, aussi dans cette perspective, négative de celle de Lénine, n'était-il plus besoin d'aider le prolétariat international pour le renversement du capitalisme dans les autres pays. Au contraire, il s'agissait de l'enchaîner au sort de la bourgeoisie nationale et à sa politique. L'appareil stalinien permit d'écraser, et en Russie et dans les autres pays, grâce à ses agents vendus, l'opposition de gauche. C'en était fini de la continuité avec la révolution d'Octobre, c'était la marée de la contre-révolution.

Le mouvement communiste international n'a fait, jusqu'à la « déstalinisation », que suivre le P.C.U.S. Mais lorsque la III^e Internationale prit fin, que la lutte frontiste contre le fascisme fut terminée, que la Russie de Khrouchchev ne fut plus celle de Staline, que grâce à l'accumulation primitive du capital derrière le rideau de fer, l'économie russe dut se libéraliser et qu'avec la vulgaire nécessité de commercer apparut

la non moins vulgaire coexistence pacifique, les divers partis nationaux se libéralisèrent eux aussi par rapport à Moscou, composèrent avec la politique nationale du jour et entamèrent des dialogues de tous côtés. Ce fut le polycentrisme de Togliatti, mise en forme juridique et idéologique de cette évolution; si même il semble n'être le fait que d'une tendance parmi le P.C.F., il est l'expression globale et juste de son comportement, ainsi que celui des divers P.C. : le 23^e Congrès qui ne fut qu'une cérémonie bourgeoise et glaciale l'a bien montré.

Le P.C.F. est donc en rupture totale avec la révolution prolétarienne de 1917 et la III^e Internationale de Lénine. Le fractionnisme de gauche de l'U.E.C.F., soutenu par la J.C.R., n'est que le ver d'un cadavre en putréfaction. Et l'on veut présenter ses miasmes théoriques comme devant servir au renouveau révolutionnaire du prolétariat !

**

La J.C.R. justifie son rattachement au P.C.F. parce qu'il serait le parti de la classe ouvrière, même s'il comporte « tout un courant de petits bourgeois qui ne seront jamais des militants, qui refusent de s'instruire (sic), qui sont à peine de "gauche" ». « Pour nous la place qu'occupe le P.C.F. dans la classe ouvrière française détermine les voies et les moyens de construction du parti révolutionnaire » : le tout est d'arriver à faire son trou. « Ceci implique pour nous, dit la J.C.R., la rupture politique et systématique avec les groupes, souvent « marxistes-révolutionnaires » (c'est eux qui le disent, N.D.R.), notamment les groupes « La Vérité - CLER - Révoltes » et « Voix Ouvrières » : ils ne sont pas assez instruits et trop balourdement provocants vis-à-vis du P.C.F., sans que rien d'ailleurs, pour nous, ne les distingue, eux aussi, fondamentalement, programmatically, de lui. Ceci posé, comment agir dans ce parti un peu déformé, mais où à part « les ménagères et les petits bourgeois ignares et paresseux, on peut y trouver des militants dévoués, syndicalistes, qui participent aux luttes ouvrières quotidiennes; (pour mieux les fractionner et les faire échouer, indispensables pour stopper les grèves, afin de « dialoguer » avec le patronat, N.D.R.), ceux qui seraient les militants d'avant garde », « en bref l'avant-garde potentielle qui existe au sein de tout grand parti ouvrier de masse » ? Le procédé est simple, il suffit d'avoir quelques recettes, de « bonnes idées » (sic).

« Il est impossible d'espérer gagner, au cours d'une crise, la majorité du P.C.F. ». Mais la minorité, constituée en fraction révolutionnaire, « clandestinement bien sûr », doit arriver par un travail « lassant » à « diriger réellement » les luttes de la classe ouvrière, partielles ou non. Pour cela il faut « avancer des critiques politiques sur chaque expérience du P.C.F., pour être compris et ébranler des militants ». On acceptera tous les mots d'ordre et on participera à toutes les actions, le principal étant de les pousser au maximum. « en étant suivis, en particulier par les membres du P.C. ». Cette méthode amènerait, parait-il, une « rupture spectaculaire » des ouvriers avec « la direction ». Par quelle magie ? On se le demande, car quelle intervention miraculeuse pourrait résoudre la contradiction qu'on soit en opposition à la majorité, qu'on participe secrètement, dans le fond de son cœur, à ses actions, en étant l'aile la plus active et qu'en même temps on en fasse la critique (mais on est plus alors clandestins !) en étant applaudi par l'ensemble des militants. C'est sans doute une nouvelle méthode politique, homéopathique. Il faut être plus vicieusement opportuniste, plus dénuancé, plus réformiste que le P.C. pour que les ouvriers se rendent compte qu'ils sont totalement trahis et crient, éreintés, désespérés, à ces petits chefs : Assez ! Ainsi dans le domaine syndical, on expliquera aux « jeunes militants de la C.G.T. » (qui ne sont pas assez « instruits », N.D.R.) que « l'absence de stratégie globale et la parcelisation » « des luttes syndicales en cours » « ne peuvent permettre d'aboutir au renversement du gaul-

lisme » (sic) ! (« L'avant-Garde », n° 1). On ne doit pas réaliser la coordination des luttes de la classe ouvrière pour qu'elle ait la force réelle d'imposer ses volontés au capital dans le but de satisfaire ses intérêts immédiats, moins encore pour qu'elle sente son unité et s'entraîne à l'action qui, graduellement, par l'expérience qu'elle en retire grâce à la critique et aux directives de son Parti de classe, doit déboucher dans des conditions violentes sur le renversement du salariat, sur l'insurrection, mais pour qu'elle vote à une forte majorité pour un candidat « communiste », comme si un changement du chef de l'Etat pouvait changer quoi que ce soit à la pression toujours plus pressante et insidieuse du capital, aux lois inflexibles du développement capitaliste.

Mais ce qui intéresse en réalité ces jeunes, ce n'est pas l'avenir du prolétariat, la diffusion parmi lui de son programme révolutionnaire de classe un et intangible, de l'action combative et critique à son côté, qui ne craint pas la dénonciation ouverte et violente de la trahison de ses chefs pourris, parce qu'elle a une confiance historique en son rôle, celui d'abattre cette société où il n'y a plus rien à sauver; ce n'est même pas la volonté de connaître ce programme et son expression concrète, le Parti, c'est de pouvoir jouer un rôle politique petit bourgeois, d'avoir une responsabilité quelconque au sein du P.C., de lui faire montre de leur capacité que leur dénie ce même P.C., qui les cantonne dans un infantilisme rassurant. Ce sont des étudiants qui croient encore à la culture et à son marché, l'université : aussi croient-ils à ce syndicat de catégorie privilégiée, l'U.N.E.F.; aussi, disent-ils qu'il y a nécessité, « pour qu'un parti soit vraiment révolutionnaire, de ne pas laisser ce monopole du savoir à la bourgeoisie, mais de déterminer au sein de la classe ouvrière une aile marchante qui arrive à sortir de sa condition, à acquérir une culture révolutionnaire », alors qu'il ne s'agit pas pour un véritable communiste de « culture », mais d'expérience révolutionnaire et de connaissance théorique qui est conscience et prévision de la pratique future. Cette connaissance se traduit dans une forme organisationnelle qui est son dépositaire et son organe de lutte qui ne fonctionne pas selon le principe bourgeois de centralisme démocratique, mais selon un centralisme non mécanique, non bureaucratique, simplement organique. Le Parti, condition nécessaire de la constitution du prolétariat en tant que classe révolutionnaire. Sa conscience et sa pratique, normalisées en tactique, qui n'acceptent aucun changement parce que nées d'un bloc et définitivement avec l'apparition de l'antagonisme des ouvriers au capital et sa solution complète, radicale, donnée par Marx, est la négation de la pro-

**

Nous sommes presque navrés d'écrire si longuement sur de telles gens. Mais des jeunes qui peuvent avoir quelque chose dans le ventre et dans la tête peuvent, peut-être, se laisser prendre, un temps, par le battage de la J.C.R., dernière exécution stalinienne.

A ceux qui luttent, ou désirent lutter réellement, nous leur disons avec Marx : « Nous développons au monde des principes nouveaux que nous tirons des principes du monde. Nous ne lui disons pas : renonce à tes luttes, ce sont des niaiseries; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat. Nous lui montrons simplement pourquoi il lutte en réalité, et la conscience de cela est quelque chose qu'il est contraint d'acquiescer, même s'il ne le veut pas ». (Lettre à Ruge de septembre 1843).

A l'Est rien de nouveau

(Suite de la page 1)

seus qui permit à Moscou d'exploiter les pays de l'Est (comme les russes l'admirent en 1956 à propos des « traités inégaux ») et aujourd'hui de le faire en tant que courtier de l'impérialisme occidental. Ce serait folie de penser que l'U.R.S.S. puisse renoncer à cette occupation pour laisser le champ libre à l'impérialisme européen et en particulier allemand.

Mais il est tout aussi peu sage d'espérer que Moscou accepte une reconquête de cet espace oriental sous la débonnaire protection de ses troupes, alors qu'elles sont précisément là pour le contraire.

Les Russes ont clairement fait savoir aux Américains que malgré l'écrasement du Vietnam du Nord sous les bombes, il n'y aurait pas de réaction de leur part tant qu'on ne les inquiéterait pas en Europe, c'est-à-dire dans la zone régie par les accords de Yalta. Leur seule crainte véritable vient de la renaissance de l'impérialisme allemand et ils ont immédiatement dénoncé les propositions de Barzel comme « un nouvel emballage enveloppant une vieille marchandise ».

Pour nous, marxistes, ces propositions ne sont pas une manœuvre, mais une tentative compréhensible, quoique vouée à l'échec de résoudre, dans le cadre de la conservation sociale du capitalisme, un problème insoluble. Elles offrent pourtant la possibilité d'une manœuvre de grande envergure : à mesure que s'aggraverait l'inégalité du développement des impérialismes mondiaux, et donc qu'apparaîtraient les causes d'un nouveau conflit mondial, elles permettraient d'assurer la préparation idéologique de ce conflit, les Allemands accusant la Russie de s'opposer à la satisfaction du sacro-saint principe national en Europe, les Russes accusant l'Allemagne éternelle de repartir à la conquête de l'hégémonie mondiale.

Si le prolétariat européen veut éviter une troisième guerre mondiale, il doit dès aujourd'hui renoncer à tout principe national ou supranational et proclamer son intention de mettre à profit les conditions que lui apportera la prochaine crise de surproduction pour appliquer sa volonté de détruire les nations et d'instaurer la dictature internationale de son parti de classe.

La grève des marins anglais

A l'heure où nous mettons sous presse, la grève des marins britanniques n'est pas encore terminée, bien que des marchandages semblent promettre une solution transactionnelle du conflit.

Même quand on sait combien sont dures les conditions de travail et d'existence des prolétaires dans cette période de grande prospérité capitaliste, c'est avec étonnement qu'on apprend que la durée hebdomadaire du travail sur les navires de commerce de Sa Gracieuse Majesté est de 56 heures, c'est-à-dire à raison de 8 heures par jour, pas de repos hebdomadaire. Deux conquêtes du prolétariat d'avant 1914 ainsi effacées de l'histoire : le repos hebdomadaire et la journée de 8 heures.

Cette défaite écrasante, le prolétariat anglais la doit à la même politique de soumission à l'intérêt national qui a apporté tant de souffrances au prolétariat européen et russe : la collaboration de classe. Mais en Angleterre cet abandon des intérêts prolétaires présente deux aspects particuliers quoique étroitement liés.

Le premier est commun aux prolétaires anglais et continentaux. C'est la solidarité avec sa bourgeoisie dans la préparation de la guerre (course aux armements), dans son exécution (union sacrée), et dans la solution des problèmes posés par le retour à l'économie de paix (reconversion, reconstruction). Et ceci au cours de deux guerres mondiales acharnées !

Le second est spécifiquement anglais : c'est l'appui « civique » apporté au capital britannique dans la solution de son problème le plus ardu, celui que les historiens désignent sous le vocable de « crise britannique du XX^e siècle ». Cette crise est un phénomène bien connu. Pays créateur de la révolution industrielle du XVIII^e siècle « Atelier du monde » au XIX^e, dominatrice d'un immense empire colonial, maîtresse de l'économie de nombreux pays, despote du marché

mondial, reine sur toutes les mers du monde, la Grande-Bretagne voit vers 1880-90, à l'aube de l'impérialisme moderne, surgir de vigoureux concurrents : Etats-Unis, Allemagne, Japon. Au XX^e siècle, malgré ses victoires dans les deux guerres mondiales et la conservation de ses positions coloniales, elle connaît des difficultés d'adaptation grandissantes : son monopole financier est entamé puis supplanté par les Etats-Unis, son équipement industriel vieilli est activement concurrencé, son charbon souffre de l'emploi généralisé du pétrole, sa marine de commerce doit faire place à des pavillons toujours plus nombreux. Sa balance commerciale devient chroniquement déficitaire et sa balance des paiements tend à le devenir. La livre est de plus en plus malade.

Pour remonter une telle pente, la seule ressource est une exploitation accrue de la force de travail du prolétariat anglais. Comme les conservateurs ne peuvent l'exercer impunément sans discontinuité, les travaillistes alternent au pouvoir avec eux : ce fut d'abord Mac Donald, c'était hier Attlee (devenu Lord pour ses bons et loyaux services), c'est aujourd'hui Wilson.

Nous ne pensons pourtant pas, et la grève dure des marins en est une preuve, que l'habileté des politiciens travaillistes puisse à jamais empêcher le retour du prolétariat anglais sur des positions de classe. Pour une raison simple : l'évolution du capitalisme mondial, l'inégalité de développement défavorable à l'impérialisme anglais, saperont de plus en plus la possibilité d'entretenir en Grande-Bretagne une « aristocratie ouvrière ».

Nous voyons ainsi se réaliser la prévision que Marx avait énoncée face aux apôtres du Capital qui soulignaient complaisamment l'embourgeoisement du prolétariat anglais. Marx montrait que la situation privilégiée d'une couche importante de ce prolétariat tenait au monopole commercial et colonial de la Grande-Bretagne, et qu'elle cesserait lorsqu'il prendrait fin. C'est ce qui se passe sous nos yeux, et la grève des marins, quels que soient ses résultats, est la promesse du retour du prolétariat anglais au mouvement révolutionnaire de ses débuts, aux méthodes de lutte intransigeantes et violentes, à la rupture avec les idéaux ignobles de la société bourgeoise nationale.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - I.M.P. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.